

Comprendre et Contextualiser l'Evacuation de Jaffa en 1917

Article de Recherche / Arařtırma Makalesi

Selim Sezer

RESUME

Cet article examine et discute les aspects divers, ainsi que les raisons éventuelles de l'évacuation de la population de Jaffa en 1917 par l'ordre de Cemal Pacha, sous prétexte de risque d'une attaque immédiate. L'évacuation de cette ville palestinienne qui avait une population arabo-juive mélangée et qui était un des centres de l'initiative sioniste avait été vue par la presse occidentale de l'époque comme une attaque délibérée contre les Juifs, et une part considérable de l'historiographie a continué à y voir une persécution anti-juive. Comparant les récits différents et essayant de dessiner un tableau aussi large que possible, cet article souligne que le Comité d'union et progrès n'a pas un passé antisémite, et que cette mesure extraordinaire de Cemal Pacha est d'abord le résultat des nécessités militaires. Cependant, Jaffa avait un lieu pivotale dans le projet de la création d'un foyer national juif en Palestine, et même si le gouvernement ottoman avait été plutôt indifférent vers le sionisme avant la Première Guerre Mondiale, il a commencé à utiliser tous les outils contre ce courant qui était dès lors vu comme étant un péril pour l'autorité absolue du gouvernement pendant la guerre. Il semble évident que Cemal Pacha a utilisé cette évacuation, qui aura un certain prix humanitaire, comme une occasion pour porter un coup à ce projet.

Mots-clés : *Palestine ; juifs ; sionisme ; cemal pacha ; première guerre mondiale ; l'empire ottoman*

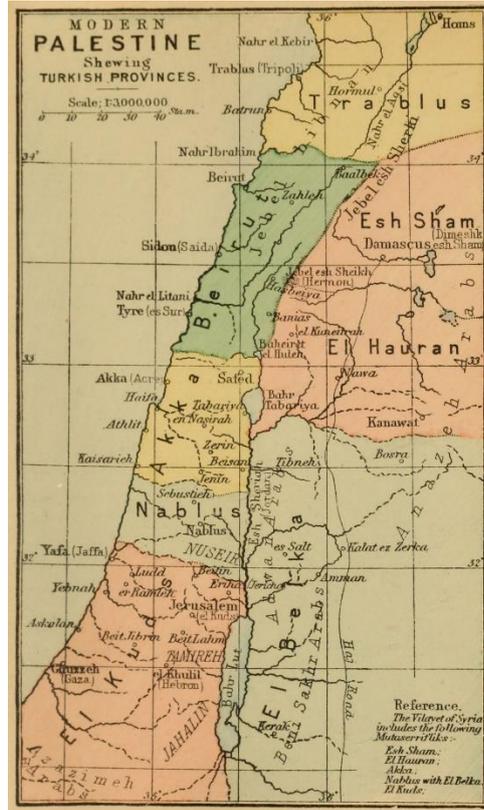


Figure 1. Carte de Palestine, fin du 19 me siècle

1. INTRODUCTION

Au printemps de 1917, une petite crise diplomatique s'était émergée entre l'Empire ottoman et ses alliés dans la Première guerre mondiale (1914-1918), que sont l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Les représentants ottomans faisaient de grands efforts pour persuader leurs alliés, en disant qu'ils ne persécutaient pas les Juifs en Palestine. Toutefois, les Allemands et les Autrichiens en étaient méfiants. En même temps, l'opinion publique britannique, française et américaine attaquait le gouvernement ottoman en colère : selon eux, les autorités ottomanes non seulement exilaient, mais aussi affamaient, torturaient et tuaient les Juifs. C'était un moment dur pour Istanbul.

Tous ces débats étaient nés parce que le commandant du quatrième corps de l'Armée ottomane et le gouverneur général de la Syrie, Cemal (Djamal) Pacha (1872-1922), avait ordonné l'évacuation de la population de Jaffa à la fin de mois de mars sous prétexte que cette ville, dont une part considérable des résidents était juive, était sous menace d'une attaque immédiate des forces d'Entente, précisément de la Grande-Bretagne et la France. L'évacuation avait bouleversé la vie des résidents et même provoqué des morts, et nombreux étaient des gens qui pensaient que Cemal Pacha voulait mettre fin à l'existence des Juifs en Palestine.

Cet article a pour but d'éclairer les divers aspects de cette évacuation qui a commencé le 9 avril 1917, de discuter ses raisons possibles, et de comparer les explications déjà faites dans l'historiographie. Ceci est faite en utilisant des sources primaires et secondaires disponibles et en critiquant des récits divers, y compris ceux qui sont produits par des chercheurs turcs et israéliens. C'est ainsi qu'on essaye de définir un contexte dans lequel cette évacuation peut être installée. La question à laquelle on essaie de trouver une réponse, c'est si l'évacuation était vraiment le résultat des nécessités militaires ou si elle était provoquée par des motivations politiques – antisionistes ou antisémites, ou bien d'autres.

L'article commence par un débat sur l'approche du Comité d'union et progrès (CUP, İttihad ve Terakki Cemiyeti en turc) vers les Juifs et les sionistes avant la Première guerre mondiale. Même si les sujets élaborés là-bas ont seulement un lien indirect avec le sujet, cette partie est relativement longue parce que nous croyons qu'il est important d'indiquer que le Comité n'a pas des origines antisionistes, et il était encore plus loin d'être antisémite. En deuxième lieu, nous élaborons les mesures mises en place contre les sionistes par Cemal Pacha avant 1917, et nous essayons de comprendre les raisons de ces mesures. Troisièmement, nous touchons brièvement les caractéristiques sociales et politiques de Jaffa pour clarifier le sujet davantage.

Ces dissertations sont ensuite suivies par un panorama de l'évacuation elle-même et ses conséquences, y compris la tragédie humaine qu'elle a engendrée. Ensuite nous indiquons comment l'évacuation était vue en 1917, et finalement nous citons les travaux les plus importants concernant le sujet, en montrant les points communs et diversifiés. C'est ainsi que nous essayons de construire un récit holistique et d'arriver à une réponse finale à notre question de recherche dans la conclusion.

Cet article a principalement suivi la méthodologie de recherche de la discipline d'histoire, et il s'est servi des sources primaires et secondaires diverses. Les premières sont consistées des articles de journal et de revue de l'époque, les procès-verbaux du parlement ottoman et quelques textes d'archive et de loi, alors que les deuxièmes sont consistées d'une dizaine des livres et articles scientifiques rédigés en turc, anglais et français. Nous avons essayé de déduire un tableau général qui aide à comprendre tous les aspects de l'évacuation de Jaffa et à l'installer dans un contexte aussi précis que possible.

Comme on verra dans la sixième part, l'historiographie élabore ce sujet des points de vue divers : de nombreux travaux voient cette évacuation comme une persécution anti-juives, et certains d'entre eux font allusion à des persécutions menées contre d'autres communautés non-turques, tandis qu'il existe des travaux qui mettent

l'évacuation dans un contexte plutôt militaire. Notre point est que la décision d'évacuation semble être prise vraiment pour des raisons militaires, mais c'était aussi une bonne occasion pour Cemal Pasha pour porter un coup aux efforts sionistes à Jaffa, qui était peut-être le plus important centre de cette initiative. Cela dit, le sionisme n'était pas un cas unique et il n'était qu'un des plusieurs courants qui, selon Cemal Pasha, défiaient à l'autorité d'État, et c'était principalement en raison des conditions de guerre. En effet, le Comité d'union et progrès n'avait pas de grand problème avec le sionisme avant la Première guerre mondiale, et c'est justement de ce point que nous ouvrirons le débat.

2. COMITÉ D'UNION ET PROGRÈS ET LE SIONISME AVANT 1914

Il est bien possible d'affirmer que la manière d'administration de l'Empire ottoman était marquée par des outils et méthodes « extraordinaires » pendant la Première guerre mondiale, tandis que la période de l'avant-guerre est passée sous un régime plus ou moins normal bien que ces six ans-là aient témoigné à pleins de coups, contrecoups, instabilités diverses et des guerres régionales, dont la plus destructive était la Première guerre balkanique qui a éclaté en octobre 1912. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'histoire de la Deuxième Monarchie constitutionnelle ottomane est fréquemment divisée en deux : 1908-1914 et 1914-1918. Ces deux « sous-périodes » de la Deuxième Monarchie constitutionnelle possèdent des caractéristiques politiques assez différents et c'est aussi très visible lorsque l'on examine l'attitude du CUP (et des gouvernements ottomans en général) face aux sionistes et à la question du sionisme.¹

Les autorités à Istanbul n'ignoraient pas le projet sioniste totalement dans ces premières années du nouveau régime. Les documents dans les archives ottomanes nous indiquent par exemple que le gouvernement avait senti la nécessité de collecter information et intelligence concernant les activités de l'Organisation sioniste mondiale en Palestine en octobre 1909 (BOA, 1909). Pourtant, l'enjeu n'a guère été pris au sérieux pendant longtemps. Le gouvernement d'Istanbul et le CUP seraient critiqués pour cette raison au sein du parlement ottoman à deux différentes occasions en 1911. Toutefois, ces deux débats publics étaient émergés dans des contextes assez différents.

Le premier débat était ouvert par le député de Gümülcine, İsmail Hakkı Bey (1885-1945), le 1er mars 1911. C'était une session concernant le budget du nouvel an, et des députés d'opposition avaient fait des critiques contre le gouvernement d'İbrahim Hakkı Pacha (sous influence Unioniste, régnant entre le 12 janvier 1910-le 30 septembre 1911), et spécifiquement contre le ministre de Finance, Cavid Bey (1875-1926), qui était un membre de CUP d'origine juive. Dans ce contexte, İsmail Hakkı a critiqué la politique de dette extérieure du gouvernement, et a fait un lien entre cette dernière et la « menace sioniste ». Pour lui, les sionistes qui visaient d'abord à augmenter le nombre des Juifs étrangers en Palestine et puis à y créer un gouvernement juif, avaient le but d'exercer une influence économique et politique sur le gouvernement. C'est avec cette perspective qu'ils voulaient endetter l'État ottoman pour faciliter la réalisation de leurs buts (MMZC, 1911a : 331-332). En répondant, le Grand Vizir İbrahim Hakkı Pacha (1863-1918) a dit que cette sorte des discours incriminaient les gens qui servaient à l'État ottoman amicalement. De plus, le projet sioniste n'était pas plus que des idées imaginaires d'un

¹ Selon Dictionnaire Orthodidacte, « Le sionisme est un mouvement politique et religieux juif apparu à la fin du XIXe siècle, dont l'objectif est de regrouper les Juifs sur leur terre ancestrale en y fondant un centre spirituel ou un État. » (<https://dictionnaire.orthodidacte.com/article/definition-sionisme>). Durant cet article, nous utilisons ce terme pour référer au projet politique qui a pris sa forme finale avec le Congrès de Bâle convoqué en 1897 dont le but était de créer un « foyer national » pour les Juifs en Palestine en faisant les Juifs y immigrer et leur transférant des terres. Même si le sens de ce foyer avait une certaine ambiguïté, il voulait dire en effet la création d'un État juif. Nous prétendons que dès le début, cette initiative est mise en place, et ne pourrait être mise en place que par la déportation et dépossession du peuple arabe indigène vivant en Palestine. Autrement dit, le sionisme était (et il est toujours) un projet nationaliste colonialiste. Toutefois, le sens du terme n'était guère connu dans la période que nous élaborons, et comme on le verra, on a attribué des sens divers aux mots « sionisme » et « sioniste ».

très petit groupe de fous et imbéciles, et les Juifs ottomans aussi les considéraient comme étant fous (MMZC, 1911a : 334).

Même si İsmail Hakkı avait vaguement parlé des buts ultimes des sionistes, il n'avait pas touché du tout à ce qui se passait vraiment sur le terrain, et en fait il s'était inclus à des discours qui affirmaient que les Unionistes étaient un part de la soi-disant « conspiration juive ». Sans doute le fait que Cavid Bey était le ministre de Finance avait un lieu pivotale dans ce discours plutôt imaginaire. En effet, comme Özgür Türesay l'indiquent, « Nombreux furent les opposants au CUP qui l'accusèrent de conspirer et d'avoir des connexions judéo-maçonniques. Pour cela, ils soulignèrent que certains hommes politiques, membres éminents du CUP, étaient des Juifs ou d'origine juive, comme Cavid Bey, Emmanuel Karasu, Nesim Russo, ou Nesim Mazliyah, ou firent simplement allusion à l'histoire du CUP dans sa phase organisationnelle à Salonique, lorsque celui-ci avait joui du soutien de certaines loges maçonniques de la ville. » (Türesay, 2009 : 176). Dans ce contexte, la politique menée par Cavid Bey pour trouver de dette extérieure fournissait un sol opportun pour animer le même thème. Donc ce qui s'est passé au parlement ottoman le 1er mars 1911 n'était pas vraiment une extension des débats sur l'immigration juive en Palestine et ses conséquences, mais plutôt l'extension des débats qui se déroulaient dans l'opinion publique et la presse d'Istanbul et qui attaquaient le CUP en l'accusant de « vendre le pays aux Juifs » (Mandel, 1976 : 98-100).

La deuxième discussion dans le parlement ottoman qui a éclaté en mai étaient totalement différente. Cette fois-ci la discussion était ouverte par des députés de Jérusalem et Damas, et c'était la conséquence des événements récemment vécus à Afula, une région palestinienne entre Nazareth et Jenin. En effet, désirant d'acheter un large terrain de dix milles acres, le Fonds national juif avait commencé au début de 1910 à des négociations avec Ilyas Sursock, un propriétaire de terre Beyrouthin qui possédait de grandes terres à Afula. Au mois de mai, la presse arabe locale était pleine des articles contre la vente des terres. Des télégrammes ont été envoyés de Haïfa et Nazareth au gouvernement d'Istanbul pour que ce dernier arrête les ventes, et des pétitions ont été signées dans le même but non seulement en Palestine, mais aussi à Alep et à Beyrouth (Mandel, 1976 : 103-104). Cette « résistance » locale avait englobé aussi le sous-préfet de Nazareth, Şükrü el-Aseli (Chouqri al-Asali) Bey (1868-1916). Même si la vente était réalisée, el-Aseli a refusé de l'approuver et de donner des titres de propriété aux membres du Fonds national juif. Il a aussi essayé d'empêcher le déplacement des paysans arabes y vivant, et il a averti le commandant ottoman local en disant qu'une citadelle stratégique se trouvait dans la même région. Quand il a appris que les membres de milice juive Hashomar venaient à Afula pour ouvrir le terrain pour les colons, il a envoyé une force militaire. Aussi, il a publié plus de dix articles dans les journaux locaux concernant le sionisme et les conséquences auxquelles il donne lieu (Beška, 2014 : 56).

Les efforts de Şükrü el-Aseli ont fait échec. Mais quand une élection partielle est déroulée en janvier 1911 à Damas pour remplir la chaise vide de Muhammed Eclani (Mohammad al-Ajlani) qui a décédé, el-Aseli a trouvé l'occasion d'aller au parlement ottoman. Il a organisé quelques autres députés arabes pour préparer un projet de loi contre l'immigration juive vers Palestine (Mandel, 1976 : 112). Même si ce projet n'a jamais été préparé, trois députés arabes, y compris Aseli, a apporté la question de sionisme au siège du parlement le 16 mai 1911.

Les détails de cette discussion trop longue sont en dehors du sujet du présent article. On peut quand même indiquer que ce jour-là, ces trois députés – Şükrü el-Aseli (Damas), Ruhi el-Halidi (Rouhi al-Khalidi) (Jérusalem) et Said el-Hüseyni (Said al-Husayni) (Jérusalem) – ont évoqué de nombreux points : le fait que les Juifs peuvent s'installer en Palestine et acheter des terres bien que ce soit interdit, les différences entre antisémitisme et antisionisme et le fait qu'il existe beaucoup de Juifs antisionistes, l'évolution historique du sionisme et les idées du journaliste et activiste juif austro-hongrois, Théodore Herzl (1860-1904), la croissance de la population juive à Jérusalem dans quelques années récentes et leur refus de devenir citoyen ottoman, leur vie sociale et politique autonome et leur utilisation du drapeau juif, et le fait que les immigrés juifs

excluent les locales arabes après qu'ils obtiennent la terre (MMZC, 1911b : 553-574). La réponse des autres députés dans le parlement était plutôt indifférente : il ne fallait pas exagérer cet enjeu, et le gouvernement pourrait examiner si le sionisme était vraiment nuisible ou non. De plus, le député juif d'Izmir, membre de CUP, Nesim Mazliyah (1878-1931) avait demandé aux députés arabes s'ils voyaient au moins un pour cent de possibilité pour la création d'un gouvernement juif en Palestine (MMZC, 1911b : 558).

La publication d'un article concernant les travaux de construction à Jérusalem et le transfert des biens dans cette ville aux immigrants juifs dans le quotidien pro-CUP *Tanin* une semaine plus tard ne semble pas comme une coïncidence. En soulignant que des terres et des bâtiments près de la Mosquée al-Aqsa pourraient être vendus seulement par l'intermédiaire des locaux, l'article anonyme posait les questions suivantes : « Qui est-ce qui s'interpose pour la vente des terres aux Juifs ? Qui sont ces gens qui, de l'un côté, se plaignent de l'invasion juive et crient, et de l'autre côté, se recourent à des outils inimaginables pour vendre et faire vendre des immeubles et des terres en échange d'un petit intérêt, fournissant des terres aux Juifs et s'interposant pour ceci malgré toutes les mesures prises par le gouvernement ? » (Tanin, 1911a). Selon Tanin, ces intermédiaires étaient parmi le peuple de Jérusalem, et d'une famille arabe proéminente. Le message était clair : la vente des terres aux Juifs et toutes ses conséquences ne provenaient pas du gouvernement, mais des notables arabes et palestiniens, et ceci se passait malgré les efforts du gouvernement.

La question du sionisme était élaborée à Tanin juste après le premier débat dans le parlement aussi. Dans l'éditorial du 4 mars 1911, Hüseyin Cahid disait que l'administration constitutionnelle avait été la cible de beaucoup d'attaques et de diffamations jusqu'à ce jour-là, et l'exemple le plus récent était l'enjeu du sionisme. Les gens qui utilisaient dans leurs discours « ce mot français que personne ne pourra comprendre », voulaient dire en fait que le gouvernement « vendait le pays aux Juifs ». Pour Hüseyin Cahid, ce n'était plus qu'une légende. Puisque le pays n'était pas un bien portable, il était impossible qu'une partie de lui puisse se vendre. Même si les raisonnements des gens ignorants étaient limités, la lumière de la réalité pourrait éclairer même les cerveaux les plus fermés. Oui, disait-il, il y avait des gens qui vraiment voulaient apporter les Juifs en Palestine et créer un gouvernement séparé, mais il y avait aussi des gens qui voulaient s'emparer la Macédoine, et personne ne penserait que le gouvernement vendrait la Macédoine aux bulgares, aux grecs ou aux serbes simplement parce que le gouvernement a des amis bulgares, grecs et serbes. Donc, Hüseyin Cahid concluait, « les bruits concernant le sionisme sont d'un côté un chantage, et de l'autre côté un complot pour provoquer les gens ignorants qui manquent de raisonnement contre le gouvernement en les embrouillant » (Tanin, 1911b).

Il est alors possible d'affirmer que le thème de sionisme faisait part des débats publics en deux manières différentes, ou même que les « opposants » du gouvernement pro-Unioniste voulaient dire deux choses différentes en utilisant ce terme. De l'autre côté, la réponse du CUP dans les deux cas était similaire. Contre l'affirmation que le gouvernement vendrait le pays aux Juifs, on disait que ce n'était qu'une attaque politique sans signification. Contre l'accusation de tolérance du transfert de propriété en Palestine, on affirmait que c'étaient en fait les Arabes qui aidaient à ces transferts même si le gouvernement voulait l'empêcher. De plus, comme un thème commun à deux cas, les Unionistes soulignaient que le but de créer un État juif en Palestine était une utopie surréelle qui ne pourrait jamais se réaliser et qui n'était pas soutenue même par la grande majorité des Juifs.

Peut-on dire alors que le gouvernement ottoman et le CUP étaient totalement indifférents au projet sioniste et ses répercussions ? Ce sera évidemment faux de l'affirmer, et il semble qu'il y avait au moins une question exceptionnelle qui a attiré l'attention des Unionistes : la question de la langue utilisée dans l'espace public en Palestine parmi les Juifs.

Le dix-huitième article de la constitution ottomane jugeait que la (seule) langue officielle du pays était la langue turque (Düstür, 1879 : 5). De plus, depuis les premiers jours de la Révolution constitutionnelle de 1908, les Unionistes avaient ardemment

défendu un programme centraliste, et ceci incluait l'utilisation d'une seule langue – le turc – à l'éducation, dans les tribunaux et à d'autres composants de l'espace public. En novembre 1908, le journal *Tanin* avait publié un éditorial qui disait que le gouvernement était un gouvernement turc et musulman, que sa langue officielle était le turc et que les fonctionnaires d'État n'avaient pas l'obligation d'apprendre le grec, le bulgare ou l'arménien, mais que les Grecs, les Bulgares et les Arméniens qui auraient des interactions avec l'État avaient l'obligation d'apprendre le turc (Tanin, 1908a). Dans un autre éditorial, toujours paru en novembre 1908, Hüseyin Cahid avait même dit que les Turcs étaient « la nation dominante » (Tanin, 1908b), même si ce n'était pas l'opinion commune des Unionistes. Dans le même exemplaire (le 7 novembre 1908), un Juif Unioniste (İsak Hazan) avait publié un article qui disait que les Juifs ottomans devraient apprendre le turc même si ce n'était guère facile, et qui se plaignait du fait que les écoles et les instructeurs étaient impuissants en ce sens (Tanin, 1908c). En fait, cet article ne parlait pas spécifiquement des Juifs immigrés en Palestine, mais des Juifs ottomans qui vivent en des endroits divers, et l'auteur désirait que les Juifs soient compétents en turc au lieu de « l'espagnol » – pas l'hébreu.

En fait, des générations juives successives n'avaient pas parlé l'hébreu depuis des siècles, et la régénération de cette langue-là était un projet politique tout récent. Les avant-gardes du sionisme de la fin du 19^{ème} siècle avaient fait de grands efforts pour que les Juifs qui s'installeraient en Palestine parlent l'hébreu au lieu de yiddish ou autres langues. La figure qui avait éclaté la régénération de l'hébreu était Eliézer Ben Yehuda (1858-1922) de l'origine balte, qui s'était installé en Palestine en 1881 pour recréer cette ancienne langue. Comme Anne-Marie Thiesse l'indique, Ben Yehuda avait associé le projet de construction « d'une nation politique sur le territoire des grands ancêtres » à la reprise de la langue originelle. L'hébreu était déclaré « langue des Juifs libres vivant sur leurs terres, le yiddish étant langue de la servitude et de l'exil. » (Thiesse, 2001 : 78).

Donc les sionistes installés en Palestine travailleraient pour apprendre et faire apprendre l'hébreu, et ceci attirerait l'attention des Unionistes. C'était premièrement au mars 1910 que Tanin soulignerait que les sionistes essayaient de créer l'union des Juifs non seulement par la religion, mais par d'autres outils aussi, et qu'ils enseignaient l'hébreu à des étudiants juifs au sein du pays ottoman (Tanin, 1910). En juillet 1912, on indiquait que la langue hébraïque a récemment vécu un développement sans précédent parmi les Juifs de Jérusalem (Tanin, 1912). À la fin du 1913, Tanin récitait comment les sionistes avaient fourni des efforts pour que l'éducation en hébreu soit permise à Haïfa, et comment les notables arabes et musulmanes de cette ville-là y résistaient (Tanin, 1913).

Pourtant il serait trop exagéré de déduire une posture antisioniste de ces articles. Tout d'abord, leur langage est assez modéré et il semble que leurs auteurs simplement donnaient une certaine attention à la question de l'hébreu plutôt qu'être contre l'utilisation de cette langue-là. Ensuite, si les Unionistes étaient plus ou moins dérangé du fait que l'hébreu était de jour en jour plus utilisé par les Juifs en Palestine, ce n'était pas parce qu'ils étaient antisionistes ou antisémites mais parce qu'ils y voyaient une menace potentielle contre leur vision de direction d'État.

Ce dernier point doit être souligné, car c'est une approche identique qui a mis les chefs Unionistes, et plus précisément Cemal Pacha, en désaccord avec les chefs sionistes en Palestine dans les années de la Première guerre mondiale : ayant presque aucun problème avec le sionisme au passé, le gouvernement Unioniste aurait besoin de lutter contre ce dernier parce qu'il croyait maintenant que le sionisme posait une menace à l'union de l'État, justement comme le nationalisme arabe et d'autres courants qui défient plus ou moins au politiques strictement centralistes du Comité d'union et progrès.

3. L'ATTITUDE DU CUP ET DE CEMAL PACHA FACE AU SIONISME DURANT LES ANNÉES DE LA GUERRE

Part du triumvirat unioniste et un personnage clé dans le gouvernement depuis début 1913, Cemal Pacha a été nommé comme commandant du quatrième corps de l'armée ottomane déployé en Palestine peu après l'entrée de l'Empire ottoman à la Première guerre mondiale à l'automne 1914. De plus, un rôle politique très important accompagnerait à cette mission militaire : Cemal Pacha serait également le préfet général de la Syrie (« Grande Syrie », y compris la Palestine), possédant des compétences extraordinaires. En effet, quand on parle de la politique syrienne ou palestinienne du gouvernement Unioniste durant les années de guerre, c'est en fait la politique syrienne / palestinienne du Cemal Pacha qui, malgré être en contact permanent avec Istanbul, parfois prenait des décisions indépendamment du gouvernement. Comme Hasan Kayalı l'indique, même les décisions du gouvernement concernant la Syrie pourraient entrer en vigueur seulement après l'approbation de Cemal Pacha (Kayalı, 1998 : 217). Aussi, c'était Cemal Pacha lui-même qui a organisé le tribunal d'Aley pour juger les nationalistes arabes en 1915-1916. C'est plutôt après avoir mis ses décisions en application que Cemal Pacha présentait une explication au gouvernement. Même s'il dit dans ses mémoires qu'il a demandé l'approbation du Ministère de l'intérieur et du Ministère de guerre pour les exécutions d'Aley (Cemal Paşa, 2008 : 270), le célèbre « livre rouge » qui explique les raisons de ces décisions était rédigé, d'une part, comme une sorte de défense présentée à Istanbul. Comme on verra plus tard, Cemal Pacha devrait faire une explication au gouvernement pour l'évacuation de Jaffa aussi.

Pour Cemal Pacha, le sionisme était clairement un péril – non parce qu'il pourrait conduire à la déportation et la dépossession des indigènes arabes, mais parce qu'il pourrait conduire au détachement d'une part des territoires ottomans. Il a averti le gouvernement d'Istanbul plusieurs fois concernant ce péril. En 1915, il a fait appel pour préparation d'une loi, selon laquelle les Juifs qui n'acceptent pas la citoyenneté ottomane ne seraient pas acceptés comme immigrés, de nouvelles colonies juives ne pourraient pas se fonder et des colonies existantes seraient dissolues, et ceux qui s'engageaient en des activités secrètes seraient expulsés du pays (Çiçek, 2014 : 138-140). La même année, il a d'ailleurs expulsé des milliers des Juifs qui étaient citoyens des États d'Entente et qui n'ont pas accepté la citoyenneté ottomane. Ces personnages incluaient quelques leaders du mouvement sioniste (Çiçek, 2014 : 83-85).

L'historien Fuat Dündar met en évidence quelques détails de la politique de Cemal Pacha et du gouvernement ottoman face aux Juifs vivant en Palestine et la question du sionisme. En effet, l'expulsion des Juifs non-citoyens du Jaffa et des diverses régions du Palestine avait commencé juste après le début de la guerre. Pourtant, en raison des criticisms des acteurs internationaux, le gouvernement a pris une nouvelle décision le 2 janvier 1915. Selon cette décision, les Juifs qui vivaient en Palestine ou à une autre région du pays ottoman auraient l'occasion de s'adresser à la citoyenneté ottomane même s'ils n'étaient pas résidents depuis au moins cinq ans. Toutefois, ceux qui ne s'adresseraient pas en dix jours suivant promulgation de la loi, ou ceux dont la demande serait refusée, seraient expulsés (Dündar, 2015 : 373-375). De l'autre côté, quand le ministère des Affaires extérieures avait demandé l'opinion de Cemal Pacha concernant les Juifs de Palestine, Pacha avait dit en réponse qu'ils voulaient fonder un État indépendant. Ce courant « qui posera un péril pour l'existence politique ottomane dans le futur » devrait être empêché, et c'est pour cette raison que les Juifs non-citoyens étaient expulsés. Le ministère confirmait qu'il était important d'expulser les Juifs qui n'acceptent pas la citoyenneté ottomane, mais ajoutait aussi que les Juifs avaient la capacité de « provoquer l'opinion publique » contre la Turquie et qu'il était également à l'intérêt du gouvernement d'empêcher cette sorte de provocations (Dündar, 2015 : 377-378).

À la fin de 1915, le nombre des Juifs qui vivaient en Palestine et qui avaient accepté la citoyenneté ottomane était près de vingt mille, tandis que quelques 11300 Juifs, soit un-huitième de la population juive totale en Palestine étaient forcés de quitter (Dündar, 2015 : 378). Affirmant dans un télégramme qu'il a envoyé au Ministère intérieur que « cet ensemble des sionistes sont sans doute parmi les créatures les plus nuisibles » pour le pays (Dündar, 2015 : 385), Cemal Pacha a continué à faire sortir les Juifs de la Palestine en 1916. Dans certains cas, ceci prenait la forme d'exile vers d'autre

régions du pays ottoman. Parmi les figures exilées en 1916, il y avait même Albert Antébi, un juif arabe qui était un supporteur de la révolution constitutionnelle depuis le début, et qui avait voulu être « un député juif au parlement ottoman en non dans le Temple hébraïque de Moriah » (Antébi, 1996 : Ch. V, 2). Cemal Pacha se comptait sur Antébi plus que les nationalistes arabes syriens et l'avait nommé comme un membre du comité consultatif politique et économique et comme son conseiller spécial (Friedman, 1977 : 222). Mais c'est très tôt que Cemal a commencé à se soupçonner de lui. Le 8 janvier 1915, il a convoqué une trentaine de notables juifs y compris Antébi, et a déclaré qu'ils seraient exilés à Bursa. Suivant des interrogations, le préfet général serait persuadé que ces personnes ne travaillaient pas pour un État juif, et il a renoncé sa décision d'exile (Friedman, 1977 : 223). Mais des soupçons ont demeuré, et un an après, Cemal Pacha était sûr que Albert Antébi était actif dans les efforts sionistes. Alors il a dû quitter la Palestine : « Après un dîner fastueux organisé au Sérail (transplanté par Djemal dans la Fondation Augusta Victoria sur le Mont des Oliviers) et à la suite d'une dénonciation, rédigée par un membre de la communauté juive, Albert Antébi, sa femme et ses six enfants sont exilés à Damas. » (Antébi, 1996 : Ch. V, 10).

Comment doit-on expliquer ce changement « radical » observé dans les politiques Unionistes face à des Juifs et à la question du sionisme en quelques années seulement ? La différence stricte entre les périodes de l'avant-1914 et l'après-1914 est évidemment d'abord le résultat des conditions de la guerre. Les Juifs immigrés en Palestine, qui n'étaient pas vraiment vus comme une menace dans les premières années du régime constitutionnel, étaient maintenant devenus un danger puisque l'Empire ottoman était au sein d'une lutte à mort et que les immigrés, dont un part considérable n'acceptait même pas la citoyenneté ottomane², étaient soupçonnés de travailler pour un État juif indépendant – une chose qui était considérée comme surréelle il y a peu des années. Il faut ajouter ici le fait que certains résidents des colonies juives étaient aussi citoyen des pays d'Entente, c'est-à-dire des pays ennemis. Deuxièmement, les cadres dirigeants du Comité d'union et progrès et du gouvernement ottoman étaient changés. Maintenant l'administration était entre les mains des figures ayant d'origines militaires et proche du nationalisme turc. Cemal Pacha était l'un d'entre eux, et sa vision de gouvernement n'incluait aucune concession à n'importe quel groupe qui pourrait ternir l'autorité absolue de l'État. C'est pour cette raison que Cemal Pacha a mené une lutte acharnée contre les nationalistes arabes de Syrie, dont 34 seraient exécutés à Beyrouth et Damas ; c'est toujours pour cette raison qu'il a pratiquement aboli l'autonomie du Mont Liban qui existait depuis 1861 et qu'il a lutté contre l'Eglise Maronite qui était la force majeure de l'exception libanaise (Çiçek, 2014 : passim).

4. L'IMPORTANCE DE JAFFA DANS LE PROJET SIONISTE

Comme Isaiah Friedman l'indique, Jaffa servait d'un centre économique, culturel et administratif, « dont la perturbation aurait pu mettre en péril le bien-être du Yishouv dans son ensemble » (Friedman, 1965 : 158). Il est même possible d'affirmer que Jaffa était le centre le plus important du projet sioniste, avec Tel-Aviv qui était née de l'intérieur de Jaffa. C'est pour cette raison qu'il peut être utile de parler brièvement des caractéristiques sociologiques et politiques de cette ville dans la période que nous élaborons.

Situé au bord de la Méditerranée, au milieu de la Palestine et quelque 50 kilomètres à l'ouest de Jérusalem, la ville de Jaffa a été un des cibles des premières vagues d'immigration juive à la fin du 19^{ème} siècle. En effet, il n'y avait pas de communauté juive remarquable dans cette ville-là par 1880, mais suivant l'arrivée de nouvelles vagues successives et la construction de nouveaux quartiers, la population

² Les juifs qui immigraient en Palestine avaient des origines diverses, mais la grande majorité étaient des pays de l'Europe de l'Est. Etienne de Vaumas indique qu'ils venaient principalement de « Russie, Autriche-Hongrie, Pologne, où vivent alors les trois quarts des Juifs du monde » (De Vaumas, 1954 : 72). Dans le débat parlementaire du 16 mai 1911 que nous avons évoqué au-dessus, le député de Jérusalem, Ruhi el-Halidi Bey avait souligné que la plupart des immigrés juifs en Palestine étaient des citoyens d'autres pays, et il avait indiqué que ceux qui étaient installés en Palestine avaient majoritairement la citoyenneté de Russie ou d'Autriche (MMZC 1911b : 556).

juive de Jaffa est arrivée à trois milles dans une décennie (Tessler, 2009 : 60 ; Mandel, 1976 : 38). En 1909, les nouveaux immigrants ont établi Tel-Aviv comme un banlieue jardin de Jaffa, et en 1914 la population de Tel-Aviv est passée à deux milles (Tessler, 2009 : 67). Dans la même période, l'importance commerciale de la ville a augmenté : suivant un accroissement à partir de 1905, le volume commerciale total de Jaffa était £2,058,000 en 1913 quand celle de Beyrouth était £2,806,000 (Schayegh, 2017 : 66). La ville attirait aussi le capital juif européen à un niveau considérable.

Au début du 20^{ème} siècle, le port de Jaffa accueillait presque tous les immigrants sionistes, et elle était un tel centre d'attraction que quelques Juifs vivant dans d'autres centres de Yishouv, y compris Jérusalem, se déplaçaient vers Jaffa. La ville avait un gymnase juif, des bibliothèques comme Sha'ar Zion, ainsi que des théâtres et des journaux juifs locaux. En plus, la branche palestinienne du parti Po'alei Zion était fondée en 1906 à Jaffa, et quand l'Organisation sioniste mondiale a décidé à ouvrir un office palestinien en 1908, son chef, Arthur Ruppin, a choisi Jaffa comme le centre (Schayegh, 2017 : 78). À cette période-là, la majorité de la population de la ville était toujours arabe, et c'est d'ailleurs pour cette raison que Tel-Aviv est créé comme un « tout-juif » quartier. Mais ceci ne voulait pas dire que Tel-Aviv « juif » serait une alternative à Jaffa « plutôt arabe ». Au contraire, ce serait le point de départ pour les efforts de capturer Jaffa. C'était Arthur Ruppin lui-même qui avait expliqué la fonction de Tel-Aviv en disant « je ne pense pas que j'exagère quand je dis que la création du bien-construit quartier juif présentera le pas le plus important vers la conquête économique de Jaffa par les Juifs. » (LeVine, 2005 : 157). D'ailleurs Meir Dizengoff, figure sioniste qui a joué un rôle considérable dans la construction de Tel-Aviv et qui serait le premier maire de cette ville en 1921, était fier du fait que « les Juifs ont créé un État dans l'État » à Jaffa lorsque Tel-Aviv a été créé (LeVine, 2005 : 158). Le tableau général de Jaffa de cette période-là est décrit par Cyrus Schayegh comme suivant :

« Jaffa, la porte d'entrée de la Palestine, a vu des centaines et, dans les années de pointe, plus d'un millier d'arrivées sionistes. Même si beaucoup d'entre eux ont déménagé ou réémigré, presque tous ont reçu leur première impression d'Erets Israël ici. 'L'hébreu parlé dans les rues, les boutiques et les restaurants : bourgeons de la renaissance [hébraïque] !', se souvient Ben Gourion de son enthousiasme. Beaucoup, environ 10000 personnes en 1914, y sont restés. De plus, les schémas sionistes comme la construction et, si possible, vivre à part étaient tout clair de manière inquiétante au début, avec un exemple particulièrement grinçant aux portes de Jaffa : la politique 'Juifs seulement' de Tel-Aviv interdisait la revente de terres aux Gentils. En outre, la région de Jaffa était l'une des deux régions, l'autre étant la Galilée, où se concentraient la plupart des colonies rurales sionistes. (Schayegh, 2017 : 83-84) »

Donc on ne sera pas hésité à dire que la ville de Jaffa était le cœur du projet sioniste en Palestine dans cette période-là. Par extension, ce serait raisonnable d'affirmer qu'un effort d'évacuer la population juive de cette ville était lié au but de porter un coup à ce projet. Toutefois, il est aussi possible de faire des explications plus subtiles et nuancées comme on verra vers la fin de cet article. Mais avant d'essayer de présenter une réponse finale à cette question, il faut voir plus précisément ce qui s'est passé à Jaffa en avril 1917.

5. L'ÉVACUATION : UN PANORAMA DES ÉVÈNEMENTS

Un des fronts de la Première guerre mondiale où des conflits fiers se sont déroulés entre l'armée ottomane et les forces d'Entente, c'était le front du canal de Suez. En effet, l'armée ottomane avait organisé, avec l'aide des Allemands, deux campagnes en 1915 et 1916 pour tenir l'armée britannique à l'autre côté du canal, et si possible, apporter une fin au contrôle anglais en Égypte. Mais ces campagnes ont fait échec. Au début de 1917, c'était l'Entente qui attaquait. Khan Younes était occupé à la fin du février. La Palestine, qui était aussi la porte du Levant, pourrait tomber.

La ville de Gaza, qui était proche de la frontière avec Égypte était la première ville qui serait affectée d'une telle attaque. Le 1er mars 1917, les autorités militaires et politiques en Syrie ont ordonné l'évacuation de cette ville dont la population était près de 40 milles. Le 26 mars, Gaza a été bombardé par les forces britanniques. On pensait que Jaffa deviendrait la deuxième cible, et les forces maritimes françaises y avaient déjà attaqué il y a quelques jours (Bassat & Halevy, 2018 : 219).

Le 28 mars 1917, le mutessarif de Jérusalem, İzzet Bey est parti à Jaffa. Il a convoqué les chefs des communautés diverses, et a cité l'ordre de Cemal Pacha : en raison de l'attaque immédiate, la population de la ville serait évacuée en quatre jours. Ceci engloberait en principe toute la population de Jaffa, mais il y avait des exceptions : les paysans arabes, ainsi que les travailleurs juifs du vignoble Rishon LeZion et les étudiants juifs de l'école agricole de Mikhev seraient permises à rester (Mazza, 2016 : 93-94)³. D'un autre côté, le contenu de la décision serait partiellement révisé en quelques jours. Au début, il était interdit d'aller à Jérusalem, à Haïfa, ou à n'importe quel lieu au bord de la Méditerranée. Mais plus tard, les Juifs ont été permis à aller à Jérusalem. Aussi, l'évacuation commencerait le 9 avril pour que les Juifs puissent célèbrent le Pessa'h chez eux (Mazza, 2016 : 94).

Il semble que ces révisions ont été faites suivant des réactions. Tout d'abord, panic régnait chez les Juifs de Jaffa. Juste après le premier ordre, Meir Dizengoff avait fait un appel aux colonies juifs dans le nord de Palestine pour qu'ils viennent à leur aide:

« Frères ! Un ordre d'expulsion vient d'être décrété visant le Yishouv juif en Judée. L'heure est grave et nous sommes obligés de vous demander de nous secourir. Jusqu'ici, le Yishouv en Galilée s'est tenu en dehors de la zone de catastrophe et à présent détient les moyens de remplir son grand devoir historique de sauvetage. Il faut tenir pour acquis qu'un nombre important d'exilés judéens vont être obligés d'entrer dans les villes et colonies de Galilée et le Yishouv galiléen doit se préparer rapidement à cet influx. Il est tout à fait possible que le déplacement des habitants soit effectué dans un laps de temps très court et nous allons avoir besoin que d'importants moyens de transport soient mis à notre disposition le plus tôt possible. [...] Nous ne doutons pas un instant des sentiments de fraternité et de compassion de nos frères en Galilée et vous disons d'avance merci. (Cité par Alroey, 2016) »

Ce n'étaient pas seulement les Juifs de Palestine qui étaient en panic. Les représentants allemands et autrichiens ont fait de leur mieux pour prévenir l'évacuation. C'était en réponse à ces pressions venant des alliés dont beaucoup de citoyens juifs vivaient à Jaffa et ailleurs en Palestine que Cemal Pacha a retardé l'évacuation et partiellement révisé son contenu. Aussi, on a senti la nécessité à dire aux représentants de la communauté juive que cette mesure n'était pas mise en place exclusivement contre eux, mais c'était pour « tous les résidents », et que le but était de protéger leur propre sécurité. Selon Isaiah Friedman, Cemal Pacha avait même déclaré « qu'il n'était pas antisémite, mais seulement un antisioniste » (Friedman, 1971 : 25), autrement dit, même s'il était contre les buts politiques des sionistes, il n'avait pas de problème avec les Juifs.

Toutefois, il y avait toujours beaucoup d'inquiétudes, et celles-ci étaient évidemment très fortes étant donné que les conséquences terribles de la déportation arménienne de 1915 étaient bien connues par tout le monde et très vivides dans les mémoires. En effet, plus d'un million d'Arménien ottoman était récemment déporté de l'Anatolie par la décision du ministère de l'Intérieur, et la plupart d'eux étaient morts. Ceux qui ont survécu étaient principalement installés à la région de Levant, et comme Roberto Mazza l'indique, les Juifs savaient très bien ce qui s'est passé aux Arméniens (Mazza, 2016 : 99). L'évacuation s'est réalisée malgré l'expression de ces inquiétudes. Et dans ce cas aussi, il y aurait un prix humanitaire. Des centaines des personnes sont

³ Pour Mazza, ces exceptions avaient été apportées en raison des besoins de nourriture de l'armée, mais il faut aussi tenir en compte du fait que toute la région du Levant était sous influence d'une famine très sévère depuis 1915.

morts, soit sur les chemins et soit dans les lieux où ils ont pris refuge, pour des raisons diverses allant des maladies comme dysenterie, choléra et typhus, jusqu'aux raisons liées à la vieillesse, la faiblesse générale et malnutrition. En citant les statistiques dans les Archives Sionistes Centrales, Gur Alroey indique que les 430 victimes sont de toutes les tranches d'âge : 84 entre eux avaient 1 à 10 ans, et dix entre eux avaient moins d'un an. Aussi pour l'auteur, « il semble bien qu'il n'y eut pas une seule des familles expulsées de Tel-Aviv qui n'ait perdu au moins un membre pendant la période d'expulsion. » (Alroey, 2016).

Comme on verra dans le prochaine part, l'opinion publique européenne et américaine était en colère, et des récits exagérés et fictifs accompagnaient aux articles journaux qui annonçaient l'évacuation au monde. De l'autre côté, le risque militaire environs Jaffa était éloigné en peu de temps. Surtout l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie demandait une fin à la politique d'expulsion et le retour des évacués à Jaffa. Le gouvernement ottoman a d'abord essayé d'expliquer à l'opinion publique occidentale que l'évacuation ne s'était réalisée que pour des buts militaires et qu'elle avait inclus la population entière sans prendre en considération des identités ethniques et religieuses des résidents. Ceci est faite soit par des négations envoyées aux journaux et soit par des télégrammes envoyés par le ministère des Affaires extérieures aux consulats et ambassades divers, comme ceux de Stockholm, La Haye, Copenhague et Berne. Le grand rabbin de Jérusalem, Danon Efendi s'est aussi rejoint à ces efforts en envoyant des télégrammes aux journaux et personnes divers à Vienne, Budapest, Francfort et Rotterdam, affirmant qu'il n'iait des assertions qui parlent des grandes persécutions contre les Juifs ; il les niait soit au nom de lui-même et soit au nom de « la communauté juive en entière » (Bozkurt, 2021 : 215-216).

Toutefois, les autorités politiques en Syrie et à Istanbul se sentaient toujours sous pression et finalement, l'évacuation est arrêtée. Même si les chiffres des évacués ne sont pas clairs, on peut assumer, en comparant les sources, qu'environ dix mille personnes étaient faits sortir de Jaffa et un part considérable d'eux était des Juifs⁴. Cemal Pacha a invité une commission composée des Juives allemandes et autrichienne à Palestine pour montrer qu'aucune atrocité n'était pas commise. Il a aussi donné 1000 liras ottomans au consul autrichien pour qu'il aide à ses citoyens évacués (Friedman, 1965 : 159). Au début du mois d'août, l'Exécutif sioniste était assuré qu'une autre évacuation n'était pas prévue dans un futur proche (Friedman, 1971 : 37). Cependant, de nombreux juifs attendraient jusqu'à la fin de la guerre pour retourner.

6. COMMENT L'ÉVACUATION ÉTAIT-ELLE VUE EN 1917 ?

Ce qui se passait à Jaffa au printemps de 1917 prendrait part dans les débats de la presse internationale à partir du mai. En effet, la plupart de la presse européenne et américaine se plaignait d'une grande persécution contre les Juifs – et ceci incluait fréquemment des exagérations ainsi que des accusations sans fond. Le premier journal qui a averti l'opinion publique était Jewish Chronicle, publié à Londres : au cas où Cemal Pacha arriverait à son but, des dizaines de milliers de juifs seraient passés au fil de l'épée, et tous les efforts de réinstallation en Palestine seraient totalement détruits (Cité par Friedman, 1971 : 29). Ceci est suivi par d'autres articles dans la presse anglaise. Le 8 et 9 mai, Manchester Guardian condamnait les mauvais traitements contre les Juifs, en disant que Cemal Pacha ordonnait des massacres à sang froid, et que sa méthode était de conduire la population à la famine, et à la mort de la soif et des épidémiques. Les exemplaires de London Times, Daily Telegraph, et Morning Post du 9 mai ont donné lieu à des articles ressemblants (Cité par Friedman, 1971 : 29). Le 10 mai, montrant la presse anglaise comme source, le journal français Le Temps présentait un tableau vivide,

⁴ Quand on compare les sources que nous avons utilisées pour cet article, on voit que Roberto Mazza et Isaiah Friedman donnent des chiffres plus élevés – neuf milles de juifs – tandis que ce que disent Gur Alroey et Esther Benbassa nous font arriver à la conclusion que le nombre des juifs évacués ne peut pas être plus que quelques milliers. De l'autre côté, comme on verra, Glenda Abramson affirme que le nombre total des évacués était près de dix milles, dont un tiers était juif. L'historien Sean McMeekin dit la même chose, et il ajoute que c'est un « évènement mineur » dans les conditions de guerre. Voir : McMeekin, 2005.

et soulignait que les Juifs vivant aux différents lieux du monde étaient en colère et désespoir :

« Selon le Daily Telegraph, la situation des juifs en Palestine est extrêmement grave. L'évacuation de Jaffa, qui fut ordonnée par les Turcs au début du mois d'avril, sous le prétexte que c'était une mesure militaire nécessaire, fut en réalité une expulsion dirigée contre la population juive. Les habitants mahométans et chrétiens reçurent en effet des permis les autorisant à demeurer dans la ville, mais tous les juifs, y compris les juifs allemands, austro-hongrois et bulgares, durent partir. 300 juifs de Jérusalem furent également déportés avec la plus grande cruauté. Les 8,000 juifs chassés de Jaffa ne purent rien emporter avec eux et leurs maisons furent pillées par les Turcs avant même qu'ils fussent partis.

Deux juifs provenant du Yémen furent pendus, simplement pour montrer aux autres le sort qui leur était réservé s'ils résistaient à l'ordre de l'évacuation.

D'autre part, une dépêche de Londres du 8 mai rapporte que les milieux israélites en Angleterre sont vivement préoccupés du sort de leurs coreligionnaires en Palestine où ils sont martyrisés par les Turcs. Leur situation est devenue plus difficile depuis l'entrée en guerre des Etats-Unis, qui jusqu'ici avaient cherché à les protéger. Comme pays neutres pouvant leur venir en aide, il ne reste que la Hollande et l'Espagne, et vu le nombre très restreint de juifs espagnols, on ne croit pas que l'Espagne veuille s'en charger. Quant à la Hollande, on déclare que son intervention n'aurait aucun résultat. (Le Temps, 1917). »

Il n'est pas surprenant que la presse anglaise et française consacre des colonnes à des persécutions prétendument effectuées contre les Juifs par l'État ottoman quand on considère que ce dernier était en guerre avec la Grande-Bretagne et la France. Mais il est intéressant que l'article du Temps cité au-dessus serait partiellement reproduit par *Correspondance d'Orient* aussi (*Correspondance d'Orient*, 1917a : 310). Publié par Choukri Ganem et Dr. Georges Samné depuis 1908, cette revue était la porte-parole des Arabes syriens vivant en France, et même si elle avait eu de bonnes relations avec le gouvernement français dès le début, elle était plus ou moins indépendante de ce dernier. En plus, la revue était plutôt proche du nationalisme arabe, et contre le sionisme.⁵

D'un autre côté, les États-Unis étaient tout récemment entrés en guerre contre l'Allemagne, l'allié de la Turquie dans la Première guerre mondiale ; et elles étaient déjà parmi les supporteurs et protecteurs majeurs des Juifs. Evidemment, l'enjeu de Jaffa était à l'ordre du jour de la presse américaine aussi. Dans les mêmes jours où les articles cités étaient publiés à la presse anglaise et française, *New York Times* annonçait à ses lecteurs que les Turcs utilisaient la « mesure militaire » comme un prétexte pour la déportation des Juifs, qu'ils pillaient et même tuaient les victimes (*New York Times*, 1917a). Quelques semaines après, en indiquant le consul d'Alexandrie comme référence, le journal disait que les Juifs de Jaffa étaient affamés, pillés, attaqués, en certain cas tués, et le même destin attendait tous les Juifs en Palestine (*New York Times*, 1917b). En effet, comme Isaiah Friedman le présente, la presse américaine, anglaise et italienne était pleine des représentations vives – toujours, avec exagérations – pendant la deuxième

⁵ Quatre mois après ladite reproduction, la revue a donné lieu à un article, rédigé par Dr. Georges Samné, qui critiquait fortement les aspirations sionistes. Là, Dr. Samné affirmait que « depuis le Taurus jusqu'aux sables que limite le canal de Suez, depuis la mer jusqu'aux déserts qui s'étendent vers la Mésopotamie, la Syrie et la Palestine constituent une région naturelle bien définie et que ne sépare aucun accident de terrain. » Avec cette perspective « pan-syrienne », il rejetait l'idée de la création d'une république autonome juive en Palestine en disant que la région n'accueillait que 90 milles juifs contre 500 milles musulmans et des chrétiens en grande nombre, et en soulignant que seulement une petite partie de cette population juive était autochtone. Il soulignait aussi que la « plupart sont des juifs russes ou roumains transplantés dans la région de Jérusalem aux beaux jours du sionisme ; et cela date seulement d'hier. » (*Correspondance d'Orient*, 1917b : 99-101).

moitié du mai 1917. Selon ces publications, même les massacres commis contre les Arméniens étaient éclipsés par ce qui se passe à Jaffa : ceux qui essayaient de défendre leurs maisons étaient pillés, pendus, leurs propriétés étant confisqués et brûlés ; des milliers des Juifs erraient dans les rues désespérément ; c'était une cruauté brutale calculée ; Cemal Pacha voulait annihiler la population juive de la Palestine, et la région était déjà détruite (Friedman, 1971 : 31).

Les alliés de l'Empire ottoman dans la guerre, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne supportaient pas Cemal Pacha dans cet enjeu non plus. On peut supposer qu'elles trouvaient très difficile de se tenir derrière Cemal quand l'opinion publique européenne et occidentale était en colère. Un deuxième point, qui était même plus important, était le fait que ces deux pays avaient des populations juives larges, et qu'elles influençaient leurs gouvernements d'une manière ou d'une autre – ou au moins, les gouvernements allemand et autrichien devaient tenir en compte de leurs propres populations juives dans leurs décisions. D'ailleurs, les représentants diplomatiques des deux pays croyaient que Cemal Pacha utilisait l'attaque britannique contre Palestine simplement comme un prétexte pour ces conceptions politiques (Friedman, 1965 : 158). De l'autre côté, les journaux juifs publiés en Autriche, comme *Osterreichische Wochenschrift* et *Vienna Morgenzeitung* critiquaient fortement – même si pas aussi fortement que la presse de l'Entente – le gouvernement ottoman. Pour eux, cette cruauté apportait la « troisième destruction de la Terre Sainte », et la Turquie perdrait son ami plus fiable dans le monde, qui est les Juifs, à cause de cette expulsion (Friedman, 1965 : 160). Finalement, ce serait Hakki Pacha, l'ambassadeur de Berlin de l'Empire ottoman, qui, après avoir suivi les débats de presse et d'opinion publique, serait persuadé que l'image de son pays était considérablement endommagée, et il a été le premier qui a essayé d'expliquer aux européens que l'évacuation de Jaffa était seulement une nécessité militaire inévitable (Friedman, 1971 : 34).

7. L'ÉVACUATION DE JAFFA DANS L'HISTORIOGRAPHIE : DES RÉCITS DIVERS ET CONFLICTUELS

L'évacuation de Jaffa a été un sujet élaboré en de nombreuses textes académiques et non-académiques jusqu'aujourd'hui. Une part considérable de ces textes présente les événements comme des attaques délibérées contre les Juifs, réalisées avec des motivations nationalistes. Pour définir l'évacuation, Esther Benbassa utilise simplement l'expression « les persécutions anti-juives » (Benbassa, 1989 : 72). Pour Gur Alroey, « c'était bien d'une expulsion dans tous les sens du terme, et elle visait délibérément la population juive dans l'intention de nuire autant que possible au projet sioniste en Palestine », et « les exemptions accordées à la population arabe dont les juifs ne bénéficieront pas » en est la preuve principale (Alroey, 2016). Isaiah Friedman n'hésite pas de définir Cemal Pacha comme étant « profondément xénophobe » en partant du fait qu'il avait dit, dans un entretien donné à *Deutsche Politik*, qu'il aurait extirper tout vestige d'influence des pays d'Entente en Syrie et Palestine, et qu'il ne permettrait pas à la colonisation juive qu'il considérait préjudiciable aux intérêts ottomans (Friedman, 1971 : 37). Fuat Dündar, qui croit que non seulement Cemal Pacha mais le Comité d'union et progrès en entier était également xénophobe, récite l'évacuation de Jaffa comme un part de série des expulsions et déportations réalisées par les Unionistes contre les populations non-turques diverses dans le contexte d'une « ingénierie d'ethnicité » (Dündar, 2015 : 388-396)⁶. Autrement dit, pour lui, la déportation était un outil très fréquemment utilisé contre les communautés non-turques ; et Dündar élabore l'évacuation de Jaffa dans un contexte qui a beaucoup de points communs non seulement avec la déportation arménienne de 1915, mais aussi des déportations mise en place contre les grecs et les kurdes à la fin de la période ottomane (Dündar, 2015 : passim).

⁶ Après élaborer les politiques prétendument anti-juives du Comité d'union et progrès, Dündar dit, dans la conclusion du sous-chapitre relevé, que les politiques xénophobes des Unionistes ont d'abord et par leur nature ciblé les Juifs (Dündar, 2015 : 397-398).

Toutefois, certains d'autres chercheurs présentent des récits plus nuancés. D'après Talha Çiçek, « il semble qu'au début les buts politiques ont joué un rôle partiel même si l'évacuation ne peut pas être vue comme une action délibérée planifiée par les chefs du CUP indépendamment des conditions de la guerre » (Çiçek, 2014 : 88). Çiçek aussi fait référence à un rapport préparé concernant l'évacuation de Jaffa par le consul allemand à Jérusalem, qui explique l'évacuation principalement avec les nécessités militaires comme dans le cas de l'évacuation de Gaza, et qui aussi indique que les Juifs en Jaffa avaient des sympathies pour les Anglais, et que certains d'entre la population locale pourraient faire espionnage pour eux en cas d'une attaque (Çiçek, 2014 : 87). Un autre chercheur turc, Celil Bozkurt, souligne que l'organisation juive d'espionnage NILI (Netzah Yisrael Lo Yeshaker) était très active dans la région, et affirme, en faisant référence aux mémoires de Falih Rifki (Atay) (1894-1971), qui était le secrétaire spécial de Cemal Pacha à l'époque, qu'une des raisons principales de l'évacuation était le risque d'espionnage à l'intérêt de la Grande-Bretagne (Bozkurt, 2021 : 211). En effet, même Alroey accepte que la peur d'espionnage ne fût pas sans raison quand il dit que « le gouvernement ottoman avait peur – à juste titre, il faut le dire – que dès que l'armée britannique aurait pénétré en Palestine, la population juive se joigne à elle. Au sein du Yishouv les expressions de déloyauté ne manquaient pas : on soupçonnait l'existence d'un réseau actif d'espionnage ; des régiments hébraïques s'étaient formés qui participaient activement au combat contre l'armée ottomane, et diverses déclarations désobligeantes avaient été prononcées à l'encontre de l'empire. » (Alroey, 2016).

Il y a aussi d'autres chercheurs qui élaborent le cas dans le contexte des conditions de guerre. Dotan Halevy, qui étudie essentiellement l'évacuation de Gaza qui s'est déroulée au février, affirme que cette évacuation était motivée plutôt par des considérations tactiques et militaires que des considérations politiques. Ensuite, il dit que la réussite militaire à Gaza avait créé une justification pour l'évacuation de Jaffa et que même les résidents de Jaffa n'étaient pas surpris quand ils ont appris l'ordre d'évacuation (Halevy, 2015 : 36 et 44).

La contribution faite à ces débats par la chercheuse juive Glenda Abramson dans la revue *Israel Affairs* mérite aussi d'être citée. D'après Abramson, « il semble que les raisons de Cemal Pacha pour l'expulsion étaient des véritables nécessités militaires, par exemple, pour permettre l'armée à s'opérer sans être distrait par la population civile » (Abramson, 2018 : 202). Elle souligne quand même que les Juifs ont une autre conviction, croyant que c'était une politique d'exile et d'affamer comme celles qui étaient mises en place contre d'autres communautés non-musulmanes. Notant que les membres présumés de l'organisation NILI, ainsi que les révolutionnaires arabes et les déserteurs militaires étaient parmi les évacués, l'auteur dit que ce n'était pas sans raison que le gouvernement ottoman pensait que les Juifs de Palestine supporteraient une victoire anglaise. Ce qu'elle dit à un point peut être aussi considéré comme le refus des récits selon lesquels l'évacuation a ciblé surtout les Juifs : « près de dix milles sujets ottomans, dont à peu près un tiers était juif, y compris un grand part des leaders de Yishouv, et la majorité de la population arabe musulmane et chrétienne ont été déportés de Jaffa et Tel-Aviv. » (Abramson, 2018 : 202) L'auteur souligne aussi que les articles parus dans la presse américaine au printemps de 1917 étaient pleins d'exagérations et de fausses nouvelles. Pourtant elle ne rejette pas du tout la tragédie humaine qui a émergé de l'expulsion, et le reste de son article est consacré à cette tragédie.

Ensuite, Roberto Mazza affirme que la décision d'évacuer la population juive de Jaffa et de Tel-Aviv peut être expliquée en deux points en même temps : d'un côté, le fait que le sionisme en tant qu'un mouvement de colonisation défiait directement à la souveraineté ottomane était une raison principale, et de l'autre côté, la nécessité de protéger la population civile avait joué le rôle de catalyseur dans la décision d'évacuation (Mazza, 2016 : 89). Mazza confirme que les Juifs de Jaffa ont pu retourner seulement après la guerre même si les Arabes sont retournés en quelques semaines, mais selon lui, c'était parce que les Arabes n'étaient pas aussi organisés que les Juifs, qu'ils n'avaient pas d'autre lieu à aller, et c'est pour cette raison qu'ils ont dû retourner immédiatement (Mazza, 2016 : 95), autrement dit les Juifs avaient l'occasion de rester ailleurs et ils ont attendu jusqu'à la fin de la guerre.

Nous voulons terminer ce débat en mentionnant un article relativement récent (déjà cité plus haut dans le présent travail), rédigé par deux chercheurs qui ont découvert un nouveau document dans les archives ottomanes. Ce document était un télégramme chiffré envoyé par Cemal Pacha au Ministre de l'intérieur Talat Pacha (1874-1921) vers la fin du mai 1917 en raison des articles parus dans la presse occidentale. Dans le télégramme, Cemal Pacha disait que Gaza, Jaffa, et les villages environnants étaient évacués uniquement pour des raisons militaires comme une mesure de protection contre des attaques possibles de l'ennemi ; qu'on avait décidé d'appliquer l'évacuation pour tout le monde vivant à Gaza et Jaffa sans aucune distinction, qu'ils soient musulman, chrétien ou juifs, citoyen ottoman et citoyen étranger ; que tous les biens des évacués qui sont restés chez eux étaient protégés par les autorités de gouvernement ; que les Juifs évacués de Jaffa, Tel-Aviv et Petah-Tikva étaient installés aux villages juifs à Tibériade, Haïfa, Safed, ainsi qu'aux autres villages juifs ; et que les évacués n'étaient pas installés aux régions de bord pour qu'ils ne soient pas affectés de la famine (Cité par Ben Bassat & Halevy, 2018 : 217). Sans doute, c'était un texte défensif. Mais ce n'était pas un article de journal, ni une déclaration faite à l'opinion publique européenne ou américaine. C'est tout-à-fait pour cette raison – c'est-à-dire parce que c'était un télégramme s'adressant non pas au public mais aux dirigeants à Istanbul – que les auteurs pensent que son contenu est fiable. De plus, pour eux, l'évacuation de Jaffa n'était pas un incident isolé, et elle était considérée dans le contexte de campagne militaire ensemble avec l'évacuation de Gaza. Finalement, les auteurs mettent en évidence pourquoi beaucoup d'Arabes ont été permis pour rester à Jaffa alors qu'il n'était pas le cas pour les Juifs : en raison de la condition de famine, ceux qui s'engageaient activement avec la cultivation étaient permis ; et contrairement aux Arabes, il y avait très peu de Juifs qui cultivaient la terre (Ben Bassat & Halevy, 2018 : 222-223).

8. CONCLUSION

Le Comité d'union et progrès a pris part de la vie politique ottomane pendant trois décennies, depuis sa création sous forme d'une organisation secrète sous le régime d'Abdülhamid II (1876-1909), jusqu'à sa dissolution le 1er novembre 1918. Bien sûr que cette histoire relativement longue est pleine de changements, et le CUP n'a jamais été une organisation monolithique, c'est-à-dire qu'il y avait des voix diverses au sein de la même organisation tout au long de son histoire. Cependant il est possible de tirer quelques traits généraux de ses actes et discours, et également possible d'affirmer que certaines attitudes politiques sont contraires à sa nature. Supporté par de nombreux juifs ottomans, et accusé par ses opposants de céder à eux et aux Juifs sionistes avant la Première guerre mondiale, le Comité n'était jamais un mouvement antisémite, et il serait toujours illogique de soutenir qu'ils sont devenus antisémites soudainement avec l'éclatement de la guerre, ou d'affirmer qu'ils ont donné des compétences extraordinaires à une figure antisémite en Syrie et Palestine.

Le CUP n'était pas un mouvement antisioniste non plus : ils n'ont pas pris le projet sioniste en sérieux pendant longtemps, comme on l'a vu dans l'exemple des réactions contre la vente des terres à Afula aux Juifs et dans les débats parlementaires qui la suivent. En effet, même si des figures arabes locales ont fait appel au gouvernement pour qu'il empêche la dépossession (et la déportation possible) des indigènes arabes Palestiniens, les Unionistes y sont plutôt restés indifférents. Il semble que témoigner à l'installation des Juifs au lieu des Arabes ne signifiait pas grande chose pour CUP. Le sionisme pourrait être un péril pour les Unionistes seulement s'il menace l'autorité centrale du gouvernement, et c'est exactement ce péril perçu qui a poussé Cemal Pacha à agir contre les sionistes dans les années de guerre.

Dans ce sens, « l'antisionisme » prétendu de Cemal Pacha était tout à fait parallèle à sa position contre les autres communautés qui contestaient son autorité (et celle de l'État) au Levant. En d'autres termes, sa lutte contre les Juifs politisés en Palestine, sa lutte contre les nationalistes arabes, ainsi que la suppression de l'autonomie du Mont-Liban sont tous des résultats de la même orientation. Même avant 1917, il avait expulsé et exilé beaucoup de figures juives de cette région pour ledit but politique.

Personnage sceptique qui agissait parfois avec un certain degré de paranoïa, Cemal Pacha pensait aussi qu'il était possible que les Juifs vivant en Palestine aient des contacts avec les Anglais et les autres forces ennemis – et comme on l'a vu, ce n'était pas totalement sans raison.

Malheureusement nous n'avons pas d'indicateur qui met en évidence sans aucun doute ce que Cemal Pacha avait dans sa tête quand il a décidé à l'évacuation de la population de Jaffa. Néanmoins, après avoir examiné toutes ces données et finalisé tous ces débats, nous pensons qu'il y a lieu d'affirmer que l'évacuation était essentiellement une mesure militaire, mais en même temps que Cemal Pacha y a vu une bonne occasion pour porter un coup au cœur du projet sioniste qui était maintenant vu comme un enjeu qui menace l'autorité politique du gouvernement et l'intégrité territoriale de l'État ottoman.

Si l'opinion publique occidentale de l'époque et un part considérable de l'historiographie a vu une persécution anti-juive dans cette évacuation, c'est pour plusieurs raisons. Tout d'abord les pays d'Entente ont vu une occasion de propagande et même les alliés de l'Empire ottomane ont dû prendre en considération de leurs propres populations juives, et leurs récits ont influencé les récits du futur. Deuxièmement, tout le monde savait (et sait toujours) comment le nationalisme des chefs Unionistes était fort, et il y avait bien des raisons pour s'inquiéter d'une répétition de la catastrophe qui était tout récemment arrivée aux Arméniens ottomans ; également, il n'est pas totalement sans raison de voir des points communs entre les deux cas dans les récits rétrospectifs. Troisièmement, l'évacuation a vraiment apporté une tragédie humaine aux Juifs de Jaffa et Tel-Aviv : même s'il semble qu'il n'y avait personne qui était vraiment pendu ou torturé, le taux des évacués juifs qui sont morts pour des raisons diverses était considérablement élevé.

Information sur le Plagiat

Cet article a été scanné avec un logiciel de détection de plagiat. Aucun plagiat n'a été détecté.

Information d'Approbation du Comité d'Éthique

L'approbation du comité d'éthique n'était pas requise.

Déclaration de Contribution de l'Auteur

La recherche a été menée par un seul auteur.

Déclaration de Financement et Autres Remerciements

Cette étude n'a reçu aucun type de financement ou de soutien.

Déclaration d'Intérêts Concurrents

Il n'y a aucun conflit d'intérêts à déclarer avec une institution ou une personne dans le cadre de l'étude.

REFERENCES

- Abramson, G. (2018). Haunted by Jackals: The Expulsion of 1917, *Israel Affairs*, vol. 24, no. 2, 201-220. <https://doi.org/10.1080/13537121.2018.1429541>
- Alroey, G. (2016). L'expulsion des juifs de Tel-Aviv et de Jaffa vers la Basse Galilée (1917-1918), Burch (Noël) trad., *Orient XXI*, consulté le 9 février 2023, <https://orientxxi.info/l-orient-dans-la-guerre-1914-1918/l-expulsion-des-juifs-de-tel-aviv-et-de-jaffa-vers-la-basse-galilee-1917-1918,1457>.
- Antébi, E. (1996). Albert Antébi (1873-1919) ou la Religion de la France, Mémoire présenté pour l'obtention d'un Diplôme de l'École Pratique des Hautes Etudes, section des Sciences Religieuses.

- Ben Bassat, Y. & Halevy, D. (2018). A Tale of Two Cities and One Telegram: The Ottoman Military Regime and the Population of Greater Syria During WWI, *British Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 45, no. 2, 212-230. <https://doi.org/10.1080/13530194.2016.1246240>
- Benbassa, E. (1989). Le sionisme dans l'Empire Ottoman à l'aube du 20e siècle, *Vingtième Siècle*, no. 24, 69-80.
- Beška, E. (2014). Political Opposition to Zionism in Palestine and Greater Syria: 1910-1911 as a Turning Point, *Jerusalem Quarterly*, no. 59, 54-67.
- BOA [TC. Cumhurbaşkanlığı Devlet Arşivleri Başkanlığı Osmanlı Arşivi : Présidence de la République de Turquie, Présidence des archives d'État, Archive ottomane]. (1909). DH. EUM. THR. 9/2, le 19 octobre 1909.
- Bozkurt, C. (2021). Birinci Dünya Savaşı'nda Siyonizmle Mücadele ve Yahudi Tehciri : Gazze ve Yafa'nın Tahliyesi, *Belleten*, no. 302, 193-225. <https://doi.org/10.37879/belleten.2021.193>
- Cemal Paşa (2008). Hatıralar, İstanbul, Türkiye İş Bankası.
- Correspondance d'Orient. (1917a). Palestine, le 25 avril 1917.
- Correspondance d'Orient. (1911b). Dr. Georges Samné, Le Sionisme et le sort de la Syrie, le 25 aout 1917.
- Çiçek, M. T. (2014). War and State Formation in Syria: Cemal Pasha's Governorate During World War I, 1914-17, Londres & New York, Routledge.
- De Vaumas, E. (1954). Les trois périodes de l'immigration juive en Palestine, *Annales de Géographie*, no. 335, 1954. 71-72.
- Dündar, F. (2015). Modern Türkiye'nin Şifresi: İttihat ve Terakki'nin Etnisite Mühendisliği (1913-1918), İstanbul, İletişim.
- Düstur. (1879). Tertip 1, Vol. 4, İstanbul.
- Friedman, I. (1965). The Austro-Hungarian Government and Zionism: 1897-1918, *Jewish Social Studies*, vol. 27, no. 3, 147-167.
- Friedman, I. (1971). German Intervention on Behalf of the Yishuv, *Jewish Social Studies*, vol. 33, no. 1, 23-43.
- Friedman, I. (1977). Germany, Turkey, and Zionism: 1897-1918, Oxford, Clarendon.
- Halevy, D. (2015). Rear Side of the Front: Gaza and Its People in World War I, *Journal of Levantine Studies*, vol. 5, no. 1, 35-57.
- Kayalı, H. (1998). Jön Türkler ve Araplar: Osmanlıcılık, Erken Arap Milliyetçiliği ve İslamcılık (1908-1918), İstanbul, Tarih Vakfı.
- Le Temps. (1917). En Palestine : La situation des israélites, le 10 mai 1917.
- LeVine, M. (2005). Overthrowing Geography: Jaffa, Tel Aviv, and the Struggle for Palestine, 1880-1948, Berkeley, Los Angeles & Londres, University of California.
- Mandel, N. J. (1976). The Arabs and Zionism Before World War I, Berkeley, Los Angeles & Londres, University of California.
- Mazza, R. (2016). 'We Will Treat You Like Armenians': Cemal Pasha, Zionism and the Evacuation of Jaffa, April 1917, in Talha Cicek, ed., *Syria in World War I: Politics, Economy and Society*, Londres, Routledge, 87-106.
- McMeekin, S. (2005). *The Ottoman Endgame: War, Revolution, and the Making of the Modern Middle East*, Londres, Penguin.
- MMZC [Meclis-i Mebusan Zabıt Ceridesi : Journal des procès-verbaux de l'Assemblée des députés ottomane]. (1911a). D : 1, İS : 3, C : 3, İ : 49.
- MMZC. (1911b). D : 1, İS : 3, C : 6, İ : 99.
- New York Times. (1917a). Cruel to Palestine Jews, le 8 mai 1917.
- New York Times. (1917b). Cruelties to Jews Deported in Jaffa, le 3 juin 1917.
- Schayegh, C. (2017). *The Middle East and the Making of the Modern World*, Cambridge, Massachusetts & Londres, Harvard University.
- Tanin. (1908a). Hüseyin Cahid, Anâsır-ı Osmaniyyenin Birleşmesi, le 15 novembre 1908.
- Tanin. (1908b). Hüseyin Cahid, Millet-i Hâkime, le 7 novembre 1908.
- Tanin. (1908c). İsak Hazan, Lisan-ı Umumî ve Museviler, le 7 novembre 1908.
- Tanin. (1910). İbranice, le 18 mars 1910.
- Tanin. (1911a). Harem-i Şerif'te Hafriyat , le 23 mai 1911.
- Tanin. (1911b). Hüseyin Cahid, Siyonizm, le 4 mars 1911.
- Tanin. (1912). Kudüs'te Lisan Meselesi, le 14 juillet 1912.

Tanin. (1913). İbranice Tahsil Aleyhinde, le 29 décembre 1913.

Tessler, M. (2009). A History of the Israeli-Palestinian Conflict, Bloomington & Indianapolis, Indiana University.

Thiesse, A.-M. (2001). La création des identités nationales : Europe XVIIIe – XXe siècle, Paris, Seuil.

Türesay, Ö. (2009). Antisionisme et antisémitisme dans la presse ottomane d'Istanbul à l'époque jeune-turque (1909-1912) : L'exemple d'Ebüzziya Tefvik, *Turcica*, no. 41, 147-178. DOI: 10.2143/TURC.41.0.2049291